

Libération de Paris :

le récit de dix jours mouvementés

Difficile d'imaginer la Libération de la France sans les images des chars de Leclerc à la porte d'Orléans, ou celles de de Gaulle descendant les Champs-Élysées. Et pourtant, il s'en est fallu de peu pour que Paris rate le train de l'Histoire.

"La ville n'avait plus aucune signification tactique. En dépit de sa gloire historique, Paris ne représentait qu'une tâche d'encre sur nos cartes ; il fallait l'éviter dans notre marche vers le Rhin", raconte ainsi Omar Bradley dans ses mémoires. Au cœur de l'été 1944, l'avis de ce général américain est partagé par l'ensemble du commandement allié, pour qui la progression depuis la Normandie vers le front de l'est demeure la priorité absolue. Mais pour de Gaulle, Paris vaut bien une bataille...

Le chef de la France libre a compris que la force du symbole dépasse de très loin l'enjeu militaire. Non seulement la Ville lumière doit être prise, mais elle doit l'être par des troupes françaises ! De Gaulle s'en est soucié dès 1943, désignant le général Leclerc, chef de la 2e division blindée, pour libérer la capitale. Il a aussi fait nommer les préfets de police et de la Seine par le gouvernement provisoire d'Alger, et a chargé Alexandre Parodi de le représenter à Paris afin d'y préparer l'arrivée du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Reste encore, après le Débarquement, à convaincre les Alliés d'envoyer une division française. Récit d'un été brûlant.

14 juillet 1944 : place de l'Etoile, on entend "La Marseillaise"

"Aujourd'hui : pas de viande. Pas d'œufs. Pas de chocolat. N'attendez pas inutilement." En ce mois de juillet caniculaire, les devantures des épiceries en disent long sur le calvaire subi par les 4 millions de Parisiens.

Le **Débarquement** allié a beau monopoliser les conversations, dans toutes

les têtes, il n'y a qu'une seule obsession : survivre. La désorganisation générale de l'économie et des transports, tout comme les prélèvements de plus en plus lourds opérés par les Allemands se ressentent au quotidien.

Depuis quelques semaines, les rations officielles tombent à des niveaux de disette, tandis que le marché noir prospère plus que jamais. Le pain, dont le prix est officiellement fixé à 3,75 francs le kilo, s'échange sous le manteau entre 20 et 35 francs. Pour mettre la main sur un œuf, il faut compter 20 francs, soit le prix d'un solide repas au restaurant avant la guerre. Il n'y a pas que les denrées alimentaires qui sont touchées. L'essence a pratiquement disparu, et seuls les services d'urgence (pompiers, police...) sont autorisés à brûler les quelques litres restants. Alors on roule à vélo, ou l'on court après le métro (seulement quatre rames par heure à l'été 1944) afin de rejoindre son travail. Quand on en a encore un emploi... Faute de matières premières, de nombreuses usines sont en effet contraintes de fermer, mettant au chômage des milliers de travailleurs, à l'image des 6 000 ouvriers de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt.

Exaspérés, épuisés, sous-alimentés... En ce mois de juillet, les Parisiens semblent à bout. Une colère sourde s'installe dans les rues presque désertes de la capitale qui s'apprête à célébrer tristement, et pour la quatrième année consécutive, sa fête nationale sous le joug allemand. A mesure que le 14 juillet approche, Joseph Darnand s'inquiète de cette drôle d'atmosphère. En accord avec les autorités allemandes, le responsable de la Milice, promu un mois plus tôt secrétaire d'Etat à l'Intérieur, donne l'ordre d'interdire toute cérémonie et de renforcer les forces de police pour prévenir les manifestations.

Mais le mouvement est déjà en marche : dirigé par André Tolle (responsable de la CGT parisienne entrée en clandestinité) et de Jean de Vogüé (chef du mouvement Ceux de la Résistance), le Comité parisien de la Libération, chargé de coordonner depuis 1943 les organisations de la Résistance dans la ville, distribue des tracts, incite les Parisiens à ne pas se laisser gagner par la passivité et à défilé contre l'Occupant. Un travail de terrain qui va s'avérer payant : malgré la présence encore visible des forces allemandes et les avis d'interdiction, plus de 100 000 Parisiens descendent le 14 juillet sur les Champs-Élysées, mais aussi à Belleville, rue de la Convention, ou sur la place Maubert. On défile, on s'embrasse, on se drape

des couleurs nationales. Et l'impensable se produit : "La Marseillaise", l'hymne honni de la République, la "Gueuse", renvoyée aux oubliettes de l'Histoire par Vichy, est entonnée par une foule galvanisée.

La fin de la journée se déroule sans trop de heurts. Quelques cheminots sont bien arrêtés, mais on ne compte ni représailles du côté des Allemands (les yeux certes rivés sur la Normandie), ni véritables coups de force de la part de la Résistance. L'insurrection n'est pas encore pour aujourd'hui. Mais l'étincelle symbolique de ce "14 juillet de combat", approuvé du bout des lèvres par Londres (qui craignait un bain de sang), résonne déjà comme la promesse d'un soulèvement.

16 août 1944 : la police change de camp

La mollesse de la répression policière lors des manifestations du 14 juillet ne passe pas inaperçue chez les résistants, et en particulier auprès du colonel Henri Tanguy, dit Rol-Tanguy. Militant communiste, il est entré dans la clandestinité dès octobre 1940. Nommé le 1er juin 1944 chef de la section francilienne des Forces françaises de l'intérieur (FFI), il travaille depuis des mois aux côtés du Comité parisien de la Libération afin de libérer la capitale. Pour lui, pas de doute, le fruit est mûr : les manœuvres pathétiques de Laval et de Pétain pour constituer un nouveau gouvernement, la percée attendue des Alliés vers la Seine, le délitement de l'administration et la fuite des vichystes (le journal collaborationniste "Je suis partout" est même surnommé "Je suis parti")... autant de signaux qui lui assurent que la situation parisienne est plus favorable que jamais à une insurrection.

Mais l'enthousiasme général est tempéré par Jacques Delmas, dit Chaban-Delmas, qui joue alors le rôle d'intermédiaire entre les Alliés et de Gaulle d'un côté, et les FFI de l'autre. Le jeune général de 28 ans, comme beaucoup de gaullistes, redoute de voir la Résistance parisienne contrôlée par les communistes (qui composent la grande majorité de l'état-major des FFI franciliens). Il a surtout très vite compris, que sans une aide de l'armée, l'insurrection serait vouée à l'échec.

Mais comment freiner une colère qui s'intensifie de jour en jour ? Comment éviter que la révolte ne soit réprimée dans le sang ? Chaban part en catastrophe pour l'Angleterre afin de rendre compte au commandement allié

de la situation explosive. Durant six jours, il plaide inlassablement en faveur d'une intervention rapide sur Paris des armées qui ont débarqué en Normandie. Sans succès... Pour les Alliés, la capitale n'est pas un enjeu primordial, et sa prise passe après la bataille de Normandie qui fait encore rage. Après que son supérieur, le général Koenig, lui eut ordonné de "freiner au maximum l'insurrection", Chaban est acheminé vers Saint-Lô par l'US Air Force. Puis, coûte que coûte, faisant même une partie du chemin à vélo, il rejoint finalement Paris le 16 août.

Mais il est déjà bien tard pour calmer la fièvre qui s'est emparée de la ville : depuis le 10 août, les Francs-tireurs et partisans (FTP) – un mouvement intégré aux FFI – ont déjà commencé à placarder dans toute la capitale un appel intitulé "En avant pour la bataille de Paris". En réponse, des grèves ont été votées, d'abord par les cheminots, puis par les employés de métro, les postiers, les métallurgistes... Le 17 août, mis à part le téléphone dont les centraux restent fermement aux mains des Allemands, plus aucun service public n'est assuré. Mais surtout, les résistants ont reçu entre-temps un soutien de taille, la police, qui, elle aussi, se joint à la grève.

Curieux spectacle que de voir, côte à côte, la police parisienne et ceux qu'elle a si durement réprimés pendant quatre ans. Cette même police qui organisait encore le 31 juillet une rafle de 500 juifs dans la capitale... Mais l'heure n'est pas aux états d'âme, encore moins aux règlements de compte. On songe avant tout à la réserve d'armes automatiques des forces de l'ordre, qui sera cruciale face aux mitrailleuses allemandes. Le 18 août, malgré les avertissements de Koenig et l'absence des troupes alliées, Rol-Tanguy lance officiellement, au nom des FFI, l'appel à l'insurrection depuis son PC souterrain près de la place Denfert-Rochereau. Le gaulliste Alexandre Parodi, bien que réticent, ne s'y oppose pas, au nom de l'unité de la Résistance et pour ne pas se couper d'un irrésistible mouvement populaire. La bataille de Paris aura bien lieu.

19 août : les SS se vengent à Vincennes

L'offensive commence par un symbole fort : à 8 heures, plus de 2 000 policiers parisiens en civil, passés à la Résistance, investissent sans violence la préfecture de police, sur l'île de la Cité. Sur l'injonction de Rol-Tanguy, arrivé sur les lieux, tous revêtent le brassard des FFI. Le drapeau

tricolore est hissé sur l'édifice. En parallèle, dans la ville, les FFI entrent en action. Plusieurs mairies d'arrondissement et autres lieux stratégiques (la poste centrale, l'usine à gaz de la Villette...) sont pris dans la journée. La réaction allemande n'est pas immédiate. Depuis le début du mois d'août, les soldats du Reich évacuent la capitale. Seuls 6 000 d'entre eux (et 11 000 en banlieue) y sont encore, positionnés autour d'une douzaine de points névralgiques : la Kommandantur, près de l'Opéra, les Tuileries, les Invalides, l'Ecole militaire, l'hôtel Meurice, rue de Rivoli, QG du nouveau gouverneur militaire de Paris, le général von Choltitz... Ce dernier a été nommé par Hitler quinze jours auparavant. Ancien commandant du 84e corps d'armée durant la bataille de Normandie, von Choltitz cherche surtout à protéger ses positions et à contrôler les grands axes qu'empruntent les unités fuyant la Normandie. Pour autant, il a aussi l'ordre de défendre la capitale. Aussi, le 19 août, à la mi-journée, il lance la contre-attaque. Des chars allemands tirent sur la préfecture, mais se retirent vite, harcelés par des FFI armés de cocktails Molotov.

Dans l'après-midi, les combats localisés se multiplient. Les hommes du général de Gaulle, Parodi et Chaban-Delmas en tête, sont pris de court par une insurrection dont ils doivent reprendre le contrôle pour ne pas laisser les manettes aux communistes et pour éviter un bain de sang – car, même réduites, les forces allemandes ont les moyens d'écraser les FFI. Il faut temporiser jusqu'à l'arrivée des Alliés et de de Gaulle. La solution vient du consul de Suède, Raoul Nordling. Jouant les intermédiaires entre Allemands et résistants, il a déjà aidé, quelques jours auparavant, à la libération de plus de 2 000 prisonniers politiques. Dans l'après-midi du 19, le diplomate est sollicité par les gaullistes pour négocier une trêve avec **von Choltitz**. Elle est obtenue dans la soirée, puis prolongée les jours suivants. Problème : une grande partie des résistants refuse de baisser les armes. "Tant que les Allemands restent à Paris, le devoir est de les combattre", lance, bravache, Rol-Tanguy.

Les 20 et 21 août, les mots d'ordre contradictoires se succèdent, la confusion s'installe. Malgré la trêve, la guérilla urbaine continue : 5 000 FFI armés attaquent les bastions des Allemands, qui répliquent par des raids de tanks et d'automitrailleuses. Le 20 au matin, l'Hôtel de Ville est pris, le buste de **Pétain** retiré. Les premières barricades apparaissent au carrefour des boulevards Saint-Germain et Saint-Michel. Elles prolifèrent les jours

suivants, jusqu'à atteindre le nombre de 600, même si leur rôle reste plus symbolique que réellement stratégique. Pour les bâtir, on trouve des conseils dans... les journaux de la Résistance ("Le Soir", "Libération", "Combat"...), qui sortent au grand jour dès le 21, après s'être installés dans les locaux des journaux collaborationnistes sabordés le 18. "La victoire de Paris est en marche", proclame en une, dès le 21 août, "Le Parisien Libéré", tandis que "L'Humanité" se fendra trois jours plus tard d'un "A chacun son Boche !".

Dans la ville, malgré des affrontements sporadiques et meurtriers, la vie civile continue et certains quartiers restent calmes. Des badauds vont voir les barricades comme on va au spectacle. Mais la violence et le chaos rôdent aussi en périphérie de la ville : des unités allemandes en retraite de Normandie, et qui ne sont pas sous l'autorité de von Choltitz, commettent plusieurs massacres. A Vincennes, 26 personnes meurent sous les balles de soldats de la tristement célèbre division SS Das Reich, qui s'était rendue responsable quelques semaines plus tôt du carnage d'Oradour-sur-Glane.

22 août : depuis un an, Leclerc ne pensait qu'à ça

La situation des insurgés parisiens est fragile : seule l'intervention d'unités alliées venues de Normandie permettrait de donner une issue positive à l'insurrection. Dès le 19 août, Chaban-Delmas presse de nouveau le général Koenig, commandant en chef des FFI à Londres, de demander aux Alliés "l'occupation rapide de Paris", agitant le spectre d'un "nouveau Varsovie" (au même moment, dans la ville polonaise, l'insurrection qui a commencé le 1er août est sauvagement matée par les Allemands). Il n'est plus le seul à s'en inquiéter. Rol-Tanguy a lui aussi compris qu'un coup de force populaire n'aurait aucune chance d'aboutir seul. Un homme peut faire basculer la situation : de Gaulle.

Le 20 août, le chef de la France libre, arrivé d'Alger, rencontre près de Saint-Lô le général Eisenhower, grand chef des forces alliées en Europe. Celui-ci lui expose son intention de contourner Paris pour filer vers l'Allemagne ; de Gaulle réplique en demandant l'envoi de troupes pour libérer la capitale, comme convenu entre les deux hommes, fin 1943. Le 22, Eisenhower reçoit une nouvelle demande insistante de de Gaulle, sous la forme d'un courrier, qui insiste sur la faiblesse des Allemands à Paris, la pénurie alimentaire et la

menace d'une "situation de désordre" qui gênerait la progression alliée. Le risque d'une prise de pouvoir des communistes fait aussi partie, en filigrane, de ses arguments. Eisenhower cède : dans l'après-midi du 22, il ordonne au général Bradley, principal chef de l'US Army sur le front ouest, de lancer deux unités sur Paris, la 4e division d'infanterie américaine et, surtout, la 2e division blindée française, dirigée par le général Leclerc.

Pour ce dernier, l'heure est enfin venue, une heure qu'il attend depuis plus d'un an : sa division de choc, forte de 15 000 hommes, avait précisément été créée en Afrique, en 1943, dans le but, le moment venu, de libérer Paris et d'y ouvrir la route à de Gaulle. Arrivée en Normandie le 1er août 1944 comme seule division française engagée dans le Débarquement, elle a d'abord participé, sous commandement allié, aux combats de Normandie. Mais Leclerc, gaulliste de la première heure, n'a pas oublié son objectif principal : prendre la capitale.

En attendant l'ordre qui ne venait pas, il a rongé son frein... Dès le 21 août, il a même envoyé un détachement léger en reconnaissance au sud-ouest de Paris, sans le consentement de sa hiérarchie américaine ! Le 22, à 18 heures, le général Bradley lui transmet enfin l'ordre d'Eisenhower de foncer sur la capitale. Le lendemain, à 6 heures, les 4 000 véhicules et 200 chars Sherman portant l'insigne de la 2e DB (une croix de Lorraine sur une carte de France) se mettent en branle. Paris est à 200 kilomètres, et il faut faire vite.

24 août : "Tenez bon", dit un message largué du ciel

Dès le 23, le cheminement de la division Leclerc prend des airs de défilé victorieux. La colonne est accueillie dans les villes et villages qu'elle traverse par une foule en joie – de même d'ailleurs que la 4e DI américaine, qui avance en parallèle, plus à l'est. Le général Bradley écrira dans ses mémoires, avec une pointe de dédain : "Leurs compatriotes ralentissaient l'avance des Français à grand renfort de vin et de liesse." Il exagère un peu : malgré l'euphorie, les militaires progressent à bonne allure. Le soir, sans rencontrer de résistance, Leclerc atteint Rambouillet.

Au château de la ville, il retrouve le général de Gaulle, qui lui ordonne, en référence à la répression sanglante de la Commune de Paris, en

1871 : "Allez vite. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'avoir une nouvelle Commune." "A partir de Rambouillet [...] le contact est pris avec les habitants de la cité, téléphone et liaison fonctionnent déjà. FFI, représentants de la police, sapeurs-pompiers, simples citoyens traversent les lignes et nous supplient de faire vite", racontera Leclerc en 1945.

Au matin du 24 août 1944, le général écrit sur son "ordre d'opération" du jour : "Premièrement, s'emparer de Paris." Son plan est le suivant : porter l'effort principal au sud de la ville, via Longjumeau, Antony et la porte d'Orléans, et mener une offensive secondaire plus à l'ouest, de la vallée de Chevreuse au pont de Sèvres. Le 24 au soir, les soldats doivent être dans la capitale. Mais la résistance allemande est plus forte que prévue. Von Choltitz a placé le gros de ses forces dans la banlieue sud-ouest, pour y freiner les Alliés. C'est là qu'ont lieu, ce 24 août, sous la pluie, les combats les plus durs et les plus meurtriers de la libération de Paris : à Toussus-le-Noble sur le plateau de Saclay, à Arpajon, Massy, Wissous, Antony, Fresnes, La Croix-de-Berny... Pour autant, cela ne décourage pas la liesse populaire, au point que des civils sont tués par balles alors qu'ils félicitent les soldats sur les chars.

A 18h30, Leclerc envoie un petit avion, un Piper Cub, larguer sur la préfecture de police le message : "Tenez bon, nous arrivons !" Mais il doit se faire une raison : son objectif du jour ne sera pas atteint. Le soir du 24, ses éléments les plus avancés arrivent tout juste aux portes de la capitale. Une fois de plus, le général trépigne... et craint de se faire humilier par la 4e DI américaine, si celle-ci entrait à Paris avant lui !

Vers 20 heures, à La Croix-de-Berny, il avise le capitaine Raymond Dronne et lui ordonne de filer sur la ville avec sa compagnie. A bord de sa jeep ornée de l'inscription "Mort aux cons", suivi par 150 hommes, **dont une majorité de républicains espagnols**, Dronne parcourt la dizaine de kilomètres qui le sépare de Paris, puis rejoint l'Hôtel de Ville. Il prend des chemins détournés, afin d'éviter les Allemands et les barricades, mais n'échappe pas aux vivats de la population, prévenue depuis la veille de l'arrivée des Alliés.

A 21 h 30, le capitaine est reçu par Georges Bidault, le successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance. Se rencontrent alors

les deux branches armées de la France résistante, celle de l'intérieur (le Conseil national de la Résistance, les FFI...) et celle de l'extérieur (la France libre de de Gaulle). La radio, tombée aux mains des résistants, annonce la nouvelle. Les cloches de la ville sonnent à la volée. Mais le plus dur reste à accomplir.

25 août : au Sénat, les Nazis se battent jusqu'au bout

Pour l'occasion, ils se sont tout rasés et changés... Ce jour-là, sous le soleil, les soldats de la 2e division blindée au complet pénètrent dans Paris, divisés en trois groupements : ceux des colonels Billotte et Dio arrivent par le sud, et celui du colonel Langlade par la porte de Saint-Cloud, à l'ouest. Les hommes de Leclerc ont la lourde tâche de reprendre le contrôle des grands axes et de mener l'assaut contre les points d'appui allemands. Les soldats du Reich sont désormais en infériorité, mais la bataille n'en est pas moins violente et confuse.

Les Allemands combattent farouchement, des tireurs isolés ou des petits groupes embusqués (parmi lesquels on trouve des irréductibles de Vichy) sévissent dans les rues. Les soldats français, eux, peuvent compter sur l'appui de FFI. Comme en banlieue, la liesse populaire se mêle à la bataille. On compte les avancées et les prises des principaux "symboles" : vers midi, le drapeau tricolore flotte sur la tour Eiffel, et à 13 heures, sous l'arc de Triomphe. Leclerc, lui, rentre à bord de son scout car (un gros véhicule blindé) par la porte d'Orléans, où Chaban-Delmas vient l'accueillir. C'est la première fois que les deux hommes se rencontrent.

Leclerc établit son poste de commandement dans le quartier, à la gare Montparnasse, sur une table face aux quais. Sa priorité : la reddition de von Choltitz. A 10 heures, celui-ci reçoit un ultimatum qui lui est remis par l'incontournable consul de Suède. Le commandant allemand a compris qu'il n'est plus en position de force. Sa situation est critique : il ne contrôle plus qu'un périmètre resserré autour de la Concorde, le reste de son armée étant désorganisé et injoignable. Quelle autre solution que se rendre ? Son honneur de soldat lui interdit pourtant de capituler sans se battre.

Face à l'absence de réponse à l'ultimatum, les Français lancent donc l'attaque contre l'hôtel Meurice vers 13 heures et brisent rapidement les

défenses allemandes. Une heure quarante-cinq plus tard, ils débarquent dans le bureau de von Choltitz, qui se rend avec une dizaine de ses officiers. Le général en déroute est mené à la préfecture de police où Leclerc le reçoit dans la salle de billard, entouré de Chaban-Delmas, Rol-Tanguy, Kriegel-Valrimont (l'un des chefs du Comac, le Comité d'action militaire dont dépendent les FFI), le colonel Billotte et quelques autres.

Blême, **von Choltitz signe l'acte de reddition**. Son calvaire ne fait commencer : il est conduit sous les huées de la foule jusqu'à la gare Montparnasse, pour y signer à la va-vite une vingtaine d'ordres de cessez-le-feu destinés aux poches de résistance allemandes à l'intérieur et autour de Paris. Des doublettes d'officiers français et allemand partent en Jeep porter ces ordres aux bastions en question, avec plus ou moins de succès : les SS qui se trouvent au Sénat, par exemple, continuent de se battre jusqu'à la dernière cartouche.

Pendant ce temps, la prise de contrôle de la ville se poursuit. L'hôtel Majestic, siège du commandement militaire allemand en France, capitule à 14 h 30, peu avant la Kommandantur, à l'angle de l'avenue de l'Opéra et de la rue du Quatre-Septembre. Certains combats sont rudes, comme à l'École militaire, prise en début d'après-midi. Dans l'après-midi, les groupements de la 2e DB font leur jonction place de la Concorde, tandis que la population se réapproprie le pavé, brisant les panneaux indicateurs érigés par l'occupant, lacérant des drapeaux à croix gammée. Mais le danger rôde toujours...

26 août : 150 avions du Reich lâchent leurs bombes

De Gaulle en rêvait depuis quatre ans... Le 25 dans l'après-midi, il franchit les portes de la capitale. Mais lorsqu'il découvre l'acte de capitulation, il ne manifeste, étrangement, aucune joie, plutôt de l'agacement. Un détail l'irrite en effet au plus haut point : sur l'insistance de Kriegel-Valrimont, Leclerc a accepté que Rol-Tanguy, le chef communiste des FFI, signe l'un des exemplaires du document. "Inacceptable", grommelle de Gaulle : seul le nom de Leclerc, officier le plus élevé en grade, nommé au préalable gouverneur militaire par intérim de Paris, doit figurer sur l'acte. Lors de ces journées cruciales, de Gaulle ne laisse rien au hasard.

Après la libération de la ville par des forces militaires françaises, comme prévu dans ses plans, il est temps de passer à la phase politique : la restauration rapide d'un Etat légitime, pour refermer la "parenthèse" de Vichy sans laisser de place à une gestion du pays par les Alliés ou à une prise de pouvoir communiste. Déjà, une administration nouvelle, nommée dans la clandestinité, commence à entrer en fonction. L'arrivée de de Gaulle doit parachever ce processus. "J'ai moi-même, par avance, fixé ce que je dois faire dans la capitale libérée. Cela consiste à rassembler les âmes en un seul élan national, mais aussi à faire paraître tout de suite la figure et l'autorité de l'Etat", résumera-t-il dans ses Mémoires.

Après la gare Montparnasse, ce 25 août, de Gaulle commence par s'installer au ministère de la Guerre, rue Saint-Dominique. "Rien n'y manque excepté l'Etat, il m'appartient de l'y remettre", écrira-t-il plus tard. Il se rend ensuite à la préfecture de police, puis seulement, à 19 heures, à l'Hôtel de Ville, siège des organes de la Résistance intérieure. Sur le parvis, au milieu de la foule, là où en avril 200 000 Parisiens acclamaient encore Pétain, de Gaulle improvise – mais chaque mot compte – son discours le plus célèbre : "Paris, Paris outragé, Paris brisé, Paris martyrisé mais Paris libéré !"

La suite fera l'objet d'une polémique avec les Alliés : "Libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle. Eh bien ! Puisque l'ennemi qui tenait Paris a capitulé dans nos mains, la France rentre à Paris, chez elle." Au même endroit, Bidault, le président du Conseil national de la Résistance, demande au général de proclamer la République. Refus net : "Non, la République n'a jamais cessé d'être. [...] Vichy fut toujours et demeure nul et non avvenu."

Il faut attendre le lendemain pour l'apothéose. Au matin du 26, la population apprend par la presse et la radio que de Gaulle prévoit dans l'après-midi un défilé sur les Champs-Élysées. De tout Paris et de sa banlieue, la foule afflue vers la grande avenue. Sous un soleil de plomb, le général rend hommage au Soldat inconnu sous l'Arc de triomphe, salue la 2e DB de Leclerc, puis entame sa descente des Champs, suivi d'un cortège hétéroclite de résistants et de futurs dignitaires de l'Etat restauré, civils et

militaires, au milieu du peuple euphorique. "Ah ! C'est la mer ! Une foule immense est massée de part et d'autre de la chaussée. Peut-être 2 millions d'âmes. Les toits aussi sont noirs de monde. A toutes les fenêtres s'entassent des groupes compacts, pêle-mêle avec des drapeaux. Des grappes humaines sont accrochées à des échelles, des mâts, des réverbères. Si loin que porte ma vue, ce n'est qu'une houle vivante, dans le soleil, sous le tricolore", décrira-t-il.

Arrivé à la Concorde, de Gaulle monte dans une voiture, suit la rue de Rivoli, fait un bref arrêt à l'Hôtel de Ville, puis file vers Notre-Dame, où est entonné un "Magnificat" (après que l'archevêque collaborationniste eut été intimé de partir...). Dans le ciel, des avions filment la scène. Les chars de Leclerc sont postés tout au long du parcours. Car malgré la liesse, la ville reste dangereuse. Pendant le parcours de de Gaulle, des tirs isolés éclatent, et même une fusillade à Notre-Dame. La 2e DB et les FFI répliquent à des tireurs postés en hauteur. La foule est gagnée par la panique, des hommes se jettent au sol. De Gaulle reste imperturbable. D'où viennent les tirs ? On soupçonnera des miliciens, des ultra collaborateurs, des Allemands irréductibles, des communistes, des FFI trop nerveux...

Au total, ce jour-là, on compte 300 blessés, le plus souvent dans des bousculades et non dans des combats. Mais les Allemands postés en banlieue nord comptent bien gâcher la fête : le soir, l'aviation ennemie, toujours implantée à l'aérodrome du Bourget, à 10 kilomètres au nord de la capitale, se rappelle au bon souvenir des Parisiens. Vers minuit, 150 avions bombardent la ville. De nombreux arrondissements et communes de banlieue sont touchés. On compte près de 200 morts et 400 immeubles détruits. Malgré les scènes de liesse de la journée, l'occupant n'est pas tout à fait chassé.

Fin août 1944 : une victoire à l'écho mondial

Tandis que les Parisiens fêtent leur libération, à quelques kilomètres de là, des trains de prisonniers partent encore vers les camps allemands... Impensable. Et pourtant : la machine de guerre nazie tourne encore dans une Ile-de-France qui ne retrouvera son calme que le 30 août. Des Allemands se battent. Des exactions contre des civils sont commises (ils servent parfois de boucliers humains). Dans les derniers jours d'août, la 2e

DB française et la 4e DI américaine s'engagent dans de rudes combats, notamment pour reprendre l'aérodrome du Bourget. Une autre bataille, diplomatique, est remportée par de Gaulle qui reçoit le 28 la visite d'Eisenhower. A cette occasion, le commandant suprême américain fait défiler ses troupes devant le chef de la France libre – ce qui revient à le légitimer. Le 2 septembre, le GPRF (Gouvernement provisoire de la République française, l'autorité transitoire de l'Etat) tient son premier Conseil des ministres à Matignon. Pour le nouveau chef de l'Etat, les organes de la Résistance intérieure n'ont plus lieu d'être : le CNR et les FFI vont être rapidement mis au pas.

Très vite, la libération de Paris a un impact considérable dans le monde. La nouvelle donne lieu dès les 25 et 26 août à des scènes de joie à Londres, à New York, au Canada, en Amérique Latine, au Moyen-Orient... et même dans le camp de concentration allemand de Buchenwald, où les prisonniers chantent "La Marseillaise" ! Militairement, pourtant, la bataille peut paraître insignifiante. Les forces engagées sont peu nombreuses, les destructions faibles (la plus importante étant l'incendie du Grand Palais, le 23 août) et le bilan humain limité.

"On peut estimer qu'au total la bataille de Paris se traduit sans doute par 3 400 morts et 5 500 blessés [ndlr : Allemands, FFI, forces alliées et civils confondus]", écrit Jean-François Muracciole dans son ouvrage La Libération de Paris (éd. Tallandier, 2013). On est très loin des hécatombes des batailles de **Stalingrad** ou de Berlin ! Enfin, rapportée à la puissance de l'opération Overlord (le Débarquement et la bataille de Normandie) qui s'achève au même moment, la libération de Paris n'est qu'un épiphénomène, qui pèse peu dans la défaite allemande à l'ouest. Mais la portée de l'événement est ailleurs. Dans le symbole, d'abord : les scènes de joie des Parisiens incarnent la fin du joug nazi en Europe de l'Ouest. Dans la politique, ensuite, par la victoire de la Résistance. Et par le sacre populaire de son chef, de Gaulle.

<https://www.geo.fr/histoire/liberation-de-paris-le-recit-de-dix-jours-mouvements-a-l-ete-1944-191786>